



STATUTS

2016

CHAPITRE 1

NATURE - DOMAINE

ARTICLE 1ER

NATURE

Sur la base des présents statuts élaborés conformément aux dispositions de la constitution, des lois et règlements en vigueur, librement acceptés, il est créé au Sénégal, entre citoyens sénégalais, une association à vocation politique dénommée Alliance Pour la République - Yaakaar, APR - YAAKAAR.

L'APR - YAAKAAR est un parti de masse, ouvert, basé sur les principes de la démocratie, non affilié spécifiquement à une quelconque idéologie et foncièrement attaché à la forme républicaine de l'Etat.

ARTICLE 2

OBJET

La vocation de l'APR - YAAKAAR est de promouvoir au Sénégal les valeurs d'éthique, de liberté, d'égalité, le développement et la prospérité du pays, le plein épanouissement social, collectif et individuel.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'APR - YAAKAAR opte pour la conquête et l'exercice démocratiques du pouvoir.

L'APR - YAAKAAR s'engage à respecter, conformément à la loi, les principes de la souveraineté nationale, de la démocratie et de l'Etat républicain.

L'APR - YAAKAAR s'engage résolument à travailler pour l'intégration du continent africain.

L'APR - YAAKAAR, conformément à son caractère de parti ouvert et démocratique, prône l'autonomie syndicale, la libre détermination syndicale de ses membres et de ses rapports avec les syndicats et centrales syndicales conformément à ses options et à ses objectifs.

ARTICLE 3

QUALITÉ DE MEMBRE

La qualité de membre de l'APR - YAAKAAR s'acquiert par l'adhésion.

L'adhésion à l'APR - YAAKAAR est ouverte à tous les sénégalais sous réserve des limitations relevant de la loi.

L'appartenance au parti donne droit à la carte de membre et à l'exercice de tous les droits qui en découlent au regard de la loi et des présents statuts.

La qualité de membre se perd par :

- La démission ;
- L'exclusion ;
- La constatation d'une incompatibilité.

ARTICLE 4

L'INCOMPATIBILITÉ

L'adhésion formelle ou de fait à toute autre formation politique concurrente, nationale ou étrangère, entraîne la perte de la qualité de membre de l'APR - YAAKAAR ;

La perte de la qualité de membre de l'APR - YAAKAAR est souverainement constatée par les instances du parti.

Tout militant, sous l'empire d'une incompatibilité formellement constatée, cesse d'engager le parti dans les actes postérieurs à la date du constat de ladite incompatibilité.

ARTICLE 5

CARACTÉRISATION

Les éléments de caractérisation de l'APR - YAAKAAR sont :

1- Les Couleurs : Les couleurs de l'APR - YAAKAAR sont le marron et le beige, symboles de l'unité, de la vitalité et de la maturité.

2- Le Drapeau : Le drapeau du parti est d'une seule couleur : le marron. Au milieu figure le symbole du parti.

3- Le Symbole : Le symbole du parti est constitué de 15 (quinze) étoiles couleur beige disposées en cercle, dont 14 (quatorze) représentent les régions administratives du Sénégal et 01 (une) les sénégalais de l'extérieur, avec à l'intérieur une tête de cheval. Il illustre les idées d'unité et de solidarité nationales, d'intégrité territoriale d'une part, de constance, d'endurance, de grandeur, d'espoir et de conquête d'autre part.

4- Devise : La devise de l'APR - YAAKAAR est : Travail – Solidarité – Dignité.

5- Bulletin de vote : Les bulletins de vote de l'APR - YAAKAAR sont de couleur marron et beige. Ils portent en outre le symbole du parti.

ARTICLE 6

COMMUNICATION

L'APR - YAAKAAR pourra se doter de tout moyen légal d'expression pour sa communication, de même que chacune de ses organisations internes sous réserve d'une autorisation de la Direction du parti.

CHAPITRE 2

STRUCTURES ET ADMINISTRATION

SECTION 1 : STRUCTURES DE BASE

ARTICLE 7

LE COMITÉ

Le Comité est la structure de base de l'APR - YAA-KAAR. Il est composé de 100 (cent) membres appartenant à une même aire géographique.

L'Assemblée générale : Le comité se réunit en assemblée générale au moins une fois par mois.

L'Assemblée générale est l'instance délibérante du comité.

Le Bureau : Le bureau du comité compte 15 (quinze) membres démocratiquement désignés par l'Assemblée Générale. Il se réunit au moins une fois tous les 15 (quinze) jours.

Les Délégués : Le Comité désigne 10 (dix) délégués pour être membres du Collège des Représentants de la section de quartiers à l'échelle de la commune, de villages à l'échelle de la communauté rurale, dont 03 (trois) qui vont être membres de droit des bureaux de ces structures.

ARTICLE 8

LA SECTION

La Section est constituée de l'ensemble des comités d'un même quartier au niveau d'une commune ou de villages au niveau d'une même communauté rurale.

L'Assemblée Générale : L'ensemble des militants de la Section forme l'Assemblée Générale.

Le Collège des Représentants : 10 (dix) membres par comité constituent le Collège des Représentants de la Section. Il est l'organe délibérant de la Section.

Le Bureau : Le bureau de la Section est composé de 17 (dix sept) membres démocratiquement désignés par l'Assemblée Générale, soit par consensus, soit par un vote sur la base de candidatures individuelles et non de listes.

Les Délégués : La Section désigne 20 (vingt) délégués pour être membres du Collège des Représentants de la Coordination Communale ou de la Coordination Rurale, dont 03 (trois) qui vont être membres de droit des bureaux de ces structures.

Les Coordonnateurs des Structures Intégrées des sections sont membres de droit du Collège des Représentants de la Coordination Communale ou Rurale.

ARTICLE 9

LA COORDINATION COMMUNALE : C.C

La Coordination Communale (CC), est constituée de l'ensemble des sections d'une même commune.

L'Assemblée Générale : L'ensemble des militants de la CC forme l'Assemblée Générale.

Le Collège des Représentants : 20 (vingt) membres par section constituent le Collège des Représentants de la CC. Il est l'organe délibérant de la CC.

Le Bureau : Le bureau de la CC est composé de 21 (vingt et un) membres démocratiquement désignés par l'Assemblée Générale.

Délégués : Chaque CC désigne 20 (vingt) membres pour composer le Collège des Représentants de la Délégation départementale, dont 05 (cinq) qui vont être membres de droit du bureau de cette structure.

Les Coordonnateurs des Structures Intégrées des CC sont membres de droit du Collège des Représentants de la Délégation Départementale.

ARTICLE 10

LA COORDINATION RURALE : C.O.R

La Coordination Rurale (COR), est constituée de l'ensemble des Sections d'un même arrondissement.

L'Assemblée Générale : L'ensemble des militants de la COR forme l'Assemblée Générale.

Le Collège des Représentants : 20 (vingt) membres par section constituent le Collège des Représentants de la COR. Il est l'organe délibérant de la COR.

Le Bureau : Le bureau de la COR est composé de 21 (vingt et un) membres démocratiquement désignés par l'Assemblée Générale.

Les Délégués : Chaque COR désigne 20 (vingt) membres pour composer le Collège des Représentants de la Délégation Départementale, dont 05 (cinq) qui vont être membres de droit du bureau de cette structure.

Les Coordonnateurs des structures intégrées des coordinations rurales sont membres de droit du Collège des Représentants de la Délégation Départementale.

ARTICLE 11

LA DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE : D.D

La Délégation Départementale (DD), est constituée de l'ensemble des Coordinations Communales et Rurales d'un même département administratif.

L'Assemblée Générale : L'ensemble des militants de la DD forme l'Assemblée Générale.

Le Collège des Représentants : Le Collège des Représentants de la DD est constitué de 20 (vingt) membres par coordination communale ou rurale.

Le Bureau : Le bureau de la DD est composé de 31 (trente et un) membres désignés démocratiquement par son collège de représentants.

Les Délégués : Chaque DD désigne 30 (trente) membres pour composer le Collège des Représentants de la Conférence Régionale, dont 05 (cinq) qui vont être membres de droit du bureau de cette structure.

Les Coordonnateurs des Structures intégrées des DD sont membres de droit du Collège des Représentants de la Convention Régionale.

ARTICLE 12

LA CONVENTION RÉGIONALE : C.R

La Convention Régionale (CR), est constituée de l'ensemble des Délégations Départementales d'une même région administrative.

L'Assemblée Générale : L'ensemble des militants de la CR forme l'Assemblée Générale.

Le Collège des représentants : Le Collège des représentants de la CR est constitué de 30 (trente) délégués par Délégation Départementale.

Les coordonnateurs des structures intégrées des Délégations Départementales sont membres de droit du collège des représentants de la CR.

Le Collège des représentants ainsi constitué est l'organe délibérant de la CR.

Le Bureau : Le Bureau de la CR est composé de 37 (trente sept) membres désignés démocratiquement par son collège des représentants.

ARTICLE 13

LES DÉLÉGATIONS DES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR : D.S.E

La Délégation des Sénégalais de l'extérieur (DSE), est le cadre regroupant les militants du parti résidant dans un même pays à l'extérieur du Sénégal.

La Délégation Extérieure est subdivisée en coordinations de villes.

L'Assemblée Générale : L'ensemble des militants résidant dans un même pays étranger constitue l'Assemblée Générale de la DSE.

Le Collège des Représentants : Le Collège des représentants de la DSE est constitué de 05 (cinq) délégués par coordination de ville. Il en est l'organe délibérant.

Le Bureau : Le Bureau de la CR est composé de 37 (trente sept) membres désignés démocratiquement par son collège des représentants.

ARTICLE 13

LES DÉLÉGATIONS DES SÉNÉGALAIS DE L'EXTÉRIEUR : D.S.E

La Délégation des Sénégalais de l'extérieur (DSE), est le cadre regroupant les militants du parti résidant dans un même pays à l'extérieur du Sénégal.

La Délégation Extérieure est subdivisée en coordinations de villes.

L'Assemblée Générale : L'ensemble des militants résidant dans un même pays étranger constitue l'Assemblée Générale de la DSE.

Le Collège des Représentants : Le Collège des représentants de la DSE est constitué de 05 (cinq) délégués par coordination de ville. Il en est l'organe délibérant.

Le Bureau : Le Bureau de la DSE est composé de 31 (trente et un) membres désignés démocratiquement par le Collège des Représentants.

Les Délégués : Chaque DSE désigne 02 (deux) membres, dont son Coordonnateur Général, comme délégués au Conseil National.

Les Coordonnateurs Généraux des Coordinations des Sénégalais de l'extérieur sont membres de droit du Conseil National.

ARTICLE 14

LES STRUCTURES INTÉGRÉES

Les Structures Intégrées du parti sont organisées autour des groupes suivants : Les femmes, les jeunes, les élèves et étudiants, les sages, les comités d'entreprises, les intellectuels et cadres, les enseignants, les arabisants, les élus et les organismes affiliés. Elles épousent les contours des structures qui les portent.

SECTION 2 : LES ORGANISMES INTERNES

L'Organisme interne est la fusion organique sous forme de mouvement national de chaque catégorie de structures intégrées du parti. Il assure l'animation politique sectorielle du parti au plan national.

Les Organismes internes du parti sont:

- Le Mouvement National des Femmes Républicaines,
- Le Mouvement National des Jeunes Républicains,
- Le Mouvement National des Elèves et Etudiants Républicains,
- Le Conseil National des Sages,

- Le Mouvement National des Enseignants Républicains,
- Le Mouvement National des Arabisants Républicains,
- La Fédération Nationale des Comités d'Entreprises Républicains,
- La Convergence des Cadres républicains pour la réflexion et l'action,
- La Chambre Nationale des Elus Républicains,
- Les Organismes Affiliés.

SECTION 3 : LA PRÉSIDENTENCE

ARTICLE 15

LE PRÉSIDENT

En toutes circonstances, le Parti est représenté par le Président.

Le Président est le seul à pouvoir engager le Parti dans ses initiatives et propos.

Aucun militant ne peut prendre des initiatives ou faire des déclarations au nom du Président et pour le compte du parti, sauf s'il est mandaté par le Président. Le Président est chargé de coordonner l'action du parti dont il doit veiller à l'application fidèle des décisions et des orientations.

Il nomme des Superviseurs nationaux qui constituent le corps de contrôle du parti.

Le Président nomme 02 (deux) Vice-présidents dont une femme, un Coordonnateur National et un Coordonnateur National Adjoint dont il définit les attributions, lesquelles sont déclinées dans le Règlement Intérieur du parti.

Il est élu pour une durée de 05 (cinq) ans, renouvelable à l'occasion des congrès ordinaires du parti.

SECTION 4 : LES INSTANCES NATIONALES

ARTICLE 16

LE CONGRÈS

Le Congrès est l'instance suprême du parti. Il se réunit au moins une fois tous les 05 (cinq) ans en session ordinaire, ou en session extraordinaire, sur convocation du Président ou du Conseil National.

Il est composé d'au moins 1000 (mille) délégués.

Le Congrès élit le Président du parti suite au rapport de politique générale introduit par le Président sortant. En cas de défaillance, la Congrès peut être convoqué par les 4/5 de ses membres.

Le Congrès définit les options fondamentales, les orientations et les moyens d'action du parti.

Il valide la composition du Conseil National, du Bureau Politique, du Secrétariat Exécutif National, des Organismes Internes et Organismes affiliés.

Les observateurs peuvent être admis au Congrès.

Leur liste est établie par le Conseil National sur proposition du Président du parti.

ARTICLE 17

LE CONSEIL NATIONAL: C.N

Le Conseil National (CN), est composé de délégués des Délégations Départementales et des Délégations des Sénégalais de l'extérieur, des Organismes Internes et Organismes affiliés, des Coordonnateurs des Conventions Régionales, de l'ensemble des membres des instances nationales du parti ; des parlementaires, des présidents de conseil régional et des maires membres du parti.

Le CN compte 200 (deux cents) membres au moins.

Il définit la politique du parti à la lumière des orientations et directives du Congrès.

Il contrôle l'action du Bureau Politique, du Secrétariat Exécutif National, des Organismes Internes et organismes affiliés.

Entre 02 (deux) Congrès, le CN est l'organe souverain. Il est habilité dans ce cas, si l'urgence le commande ou si la situation l'exige, à prendre toute mesure nécessaire au bon fonctionnement du parti.

Le CN se réunit en session ordinaire, sur convocation du Président, au moins une fois tous les 06 (six) mois.

Il peut, toutefois, et à la demande de 4/5 des délégués présents, être transformé en congrès extraordinaire.

Avant la tenue de chaque Congrès, le CN détermine, sur la base des cotisations parvenues à la Trésorerie Générale du parti, le nombre de voix de chaque Délégation départementale pour permettre un vote équitable.

Le vote par procuration est possible dans la limite de 01 (un) seul mandat.

Le CN examine, en dernier ressort, les appels en contestation de rejet de candidature.

Il rend ses décisions au plus tard 15 (quinze) jours après sa saisine.

La saisine du CN doit intervenir dans les trois jours qui suivent la notification de rejet.

ARTICLE 18

LE BUREAU POLITIQUE : B.P

Le Bureau Politique (BP) est chargé ; d'une part de préparer les dossiers politiques et, d'autre part, d'éclairer sur les questions touchant aux divers domaines du développement socioculturel, économique, mais également à la géopolitique.

Le BP compte 100 (cent) membres.

Le BP se réunit au moins une fois par mois sous la direction du Président du parti.

ARTICLE 19

LE SECRÉTARIAT EXÉCUTIF NATIONAL : S.E.N

Le Secrétariat Exécutif National (SEN), est l'organe de direction du parti. Il contrôle les orientations du parti, apprécie et sanctionne l'activité du Bureau Politique, des Organismes Internes et autres Organismes affiliés.

Le SEN compte 35 (trente cinq) membres au moins nommés par le Président du parti qui définit leurs attributions.

La liste des membres du SEN doit être publiée par le Président du parti avant la première réunion de l'instance.

Le SEN reçoit, examine et valide les candidatures à la Présidence du parti.

IL se réunit au moins une fois par semaine sous la direction du Président du parti.

- L'exclusion temporaire de 06 mois à 01 (un) an maximum,
- L'exclusion définitive.

Les sanctions sont prononcées par le Président, sur proposition du Secrétariat Exécutif National ; avec possibilité de recours auprès du Conseil National dont la décision en l'espèce est sans appel.

Le Président peut être saisi d'office par les Délégations Départementales, les Délégations Extérieures, les Organismes Internes et Organismes Affiliés et, de manière indirecte, à travers le Secrétariat Exécutif National.

En cas d'urgence, et sous réserve d'en informer le Conseil National, le Président peut prononcer à l'encontre d'un militant toute mesure relevant de la grille des sanctions ci-dessus énumérées.

Toutes les fois qu'un militant frappé d'une sanction s'amende, sa sanction peut être annulée ou atténuée par l'instance qui l'a prononcée.

SECTION 2 : CONFLITS

ARTICLE 22

CONFLITS INDIVIDUELS

Sauf urgence, le membre du parti sous la menace d'une sanction doit être mis dans les conditions de pouvoir assurer sa défense.

Il peut disposer, à cet effet, d'un mémoire.

Il peut également bénéficier, à ce titre, de l'assistance d'un membre du parti de son choix.

CHAPITRE 3

DISCIPLINE - CONFLITS

SECTION 1 : DISCIPLINE

ARTICLE 20

DISCIPLINE

La discipline dans le parti est une exigence envers tous les militants.

Les initiatives et actes de nature à entacher l'image du parti sont formellement proscrits.

Les contrevenants à ces dispositions peuvent faire l'objet de sanctions disciplinaires.

ARTICLE 21

SANCTIONS

Les sanctions disciplinaires sont :

- L'avertissement,
- Le blâme,
- La suspension de 04 (quatre) à 06 (six) mois,

ARTICLE 23

CONFLITS COLLECTIFS

Le conflit collectif est défini comme le désaccord au sein d'une instance dirigeante d'une structure et entraînant son dysfonctionnement, voire son blocage.

Le désaccord doit être manifesté sous forme de saisine contentieuse adressée au Secrétariat Exécutif National par au moins 3/5 des membres de l'instance.

Le règlement des conflits est du ressort du Secrétariat Exécutif National qui statue sur la base d'un rapport établi par une commission choisie par le Président du parti.

La commission est présidée par un Superviseur.

CHAPITRE 4

CAPACITÉ – RESSOURCES

ARTICLE 24

Les ressources du parti sont celles prévues par la loi, à savoir les cotisations de ses membres et les dons et libéralités de l'un de ses membres.

Le parti peut acquérir à titre onéreux tous les biens meubles ou immeubles nécessaires à son fonctionnement.

Le compte du parti est présenté chaque année conformément à la loi.

Il doit indiquer de manière claire l'origine légale des ressources.

CHAPITRE 5

RÈGLE D'INVESTITURE

ARTICLE 25

Tout militant de l'APR - YAAKAAR doit avoir un comportement absolument irréprochable et être particulièrement respectueux des biens de l'Etat.

Ces exigences sont indispensables pour l'investiture du parti et le soutien de ce dernier en cas de sollicitation d'une responsabilité.

CHAPITRE 6

RÉVISION DES STATUTS

ARTICLE 26

Le Congrès est seul habilité à réviser les statuts.

02 (deux) mois au moins avant la date du Congrès, Le projet de révision doit être communiqué aux Délégations Départementales et Extérieures, aux organisations Internes et Organismes affiliés, par le Président du parti.

La modification est votée par le Congrès à la majorité de 3/5.

Toutes les fois qu'il les estime nécessaires au bon fonctionnement du parti, et que l'urgence le recommande, le Conseil National peut procéder à des modifications provisoires.

Ces modifications ne sont définitives que lorsqu'elles sont entérinées par le prochain Congrès.

CHAPITRE 7

SIÈGE

ARTICLE 27

Le siège de l'Alliance pour la République - Yaakaar, APR - YAAKAAR, est fixé au Sénégal à l'adresse suivante : Mermoz VDN, Rue 04, n°10447 – Dakar, téléphone 33 868 04 20.

Il peut être déplacé en tout autre lieu au Sénégal par le Conseil National.

Le parti peut ouvrir une permanence dans chaque région et dans chaque département, ainsi que des centres d'information dans chaque commune et chaque communauté rurale.

CHAPITRE 8

DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 28

DISSOLUTION

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le parti ne peut être dissout que par le Congrès. Le quorum de 3/5 des délégués et une décision prise à la majorité absolue sont exigés.

La démission de quelques membres de la Direction ne peut suffire à entraîner la dissolution du parti.

Les membres du parti qui mènent des activités contraires aux dispositions de ses statuts dans l'unique but de provoquer sa dissolution perdent ipso facto la qualité de membre de l'APR - YAAKAAR sans préjudice de leur responsabilité civile personnelle devant les tribunaux.

ARTICLE 29

LIQUIDATION

En cas de dissolution, les biens du parti sont dévolus à une œuvre sociale désignée par le Congrès qui nommera à cet effet une commission de liquidation.

